

## Suivi des crédits aux entreprises à la Guadeloupe au 31 décembre 2016

L'encours total des crédits aux entreprises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 5 milliards d'euros au 31 décembre 2016 et croît de 2,8 % sur un an. Les concours mobilisés, qui représentent 86,2 % de l'encours total, enregistrent une progression de 3,4 % en glissement annuel, liée à la croissance des crédits à moyen et long termes (+3,8 %) et du crédit-bail (+20,7 %). En revanche, les crédits à court terme, et les crédits titrisés diminuent à nouveau sur un an (respectivement -8,9 %, et -24,9 % à fin 2016). Les crédits mobilisables restent stables sur douze mois (-0,3 %), après avoir progressé en 2015 (+25,9 %).

À fin 2016, les secteurs des activités immobilières, de soutien aux entreprises et du commerce concentrent 80,1 % des financements. L'immobilier reste le premier bénéficiaire des crédits dans le département (41,3 % de l'encours total), et son encours repart à la hausse (+3,7 %). Les activités de soutien aux entreprises (30,3 % de l'encours total) sont stables sur un an (+0,9 %). Les encours alloués au secteur du commerce (8,5 % de l'encours total) sont en progression par rapport à 2015 (+10,5 %).

Parmi les autres secteurs financés, le secteur de l'industrie affiche une hausse sur les douze derniers mois (+9,0 %). Il en est de même pour le secteur du transport et de l'entrepôt (+15,9 %) et le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (+25,9 %). A contrario, les encours de crédits du secteur de la construction et du secteur des activités financières et d'assurance diminuent une nouvelle fois (respectivement -11,2 % et -10,2 %).

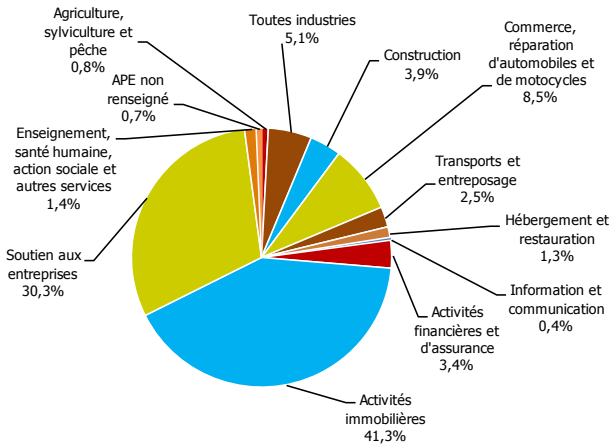
Hors activités immobilières et de holding, les grandes entreprises (GE) détiennent 61,2 % du total des encours mobilisés, contre 19,0 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) et 14,9 % pour les très petites entreprises (TPE). L'encours des crédits mobilisés des GE augmente de 10,8 % sur un an alors que ceux des PME et des TPE diminuent (respectivement -4,9 % et -6,7 %).

**Avertissement :** Les informations utilisées dans la présente note, issues du Service Central des Risques (SCR), ne sont pas directement comparables avec les données de la publication « Évolutions monétaires » dans la mesure où les périmètres de déclarations diffèrent (notamment sur les seuils déclaratifs et la prise en compte des encours douteux). La méthodologie retenue est détaillée en page 5.

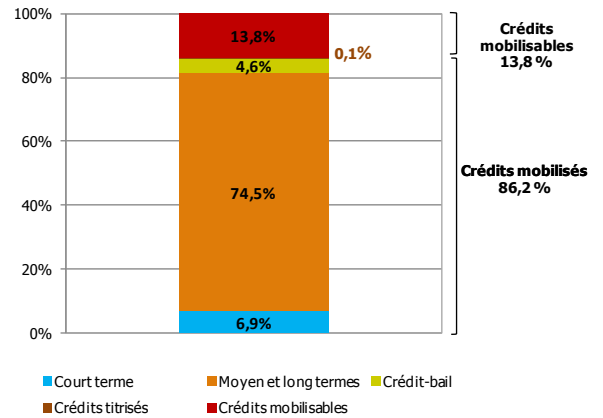
## LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Variation annuelle	Répartition	Encours	Variation annuelle	Répartition	Encours	Variation annuelle	Répartition
Agriculture, sylviculture et pêche	24,3	-1,8%	0,6%	17,6	106,5%	2,6%	41,9	25,9%	0,8%
Toutes industries	217,2	-0,3%	5,1%	51,7	79,3%	7,5%	268,9	9,0%	5,4%
dont industrie manufacturière	86,3	5,8%	2,0%	12,6	-17,8%	1,8%	98,9	2,1%	2,0%
Construction	106,6	-3,0%	2,5%	88,2	-19,5%	12,8%	194,8	-11,2%	3,9%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	293,6	-0,2%	6,8%	129,5	46,1%	18,8%	423,1	10,5%	8,5%
Transports et entreposage	103,8	5,1%	2,4%	22,4	120,0%	3,3%	126,2	15,9%	2,5%
Hébergement et restauration	55,0	-3,5%	1,3%	10,1	141,3%	1,5%	65,1	6,4%	1,3%
Information et communication	10,7	52,1%	0,2%	8,2	-38,9%	1,2%	18,8	-7,6%	0,4%
Activités financières et d'assurance	156,8	-10,0%	3,7%	14,9	-13,1%	2,2%	171,7	-10,2%	3,4%
Activités immobilières	1 819,8	5,1%	42,4%	235,8	-6,0%	34,2%	2 055,5	3,7%	41,3%
Soutien aux entreprises	1 405,5	4,7%	32,8%	102,0	-33,0%	14,8%	1 507,5	0,9%	30,3%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	68,7	4,7%	1,6%	2,9	5,1%	0,4%	71,6	4,7%	1,4%
APE non renseigné	27,0	4,0%	0,6%	5,9	21,0%	0,9%	32,9	6,7%	0,7%
<b>Total</b>	<b>4 288,9</b>	<b>3,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>689,1</b>	<b>-0,3%</b>	<b>100,0%</b>	<b>4 978,0</b>	<b>2,8%</b>	<b>100,0%</b>

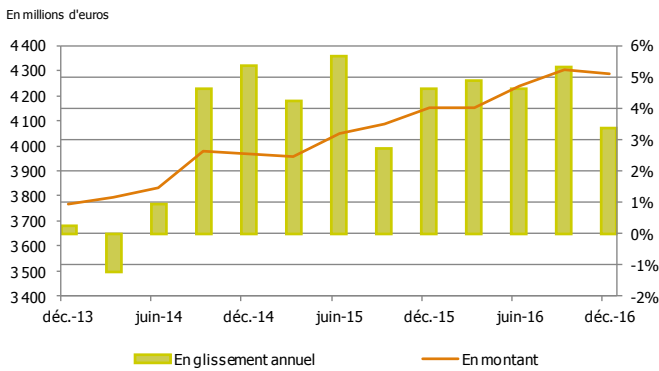
## Répartition des crédits totaux par secteur d'activité



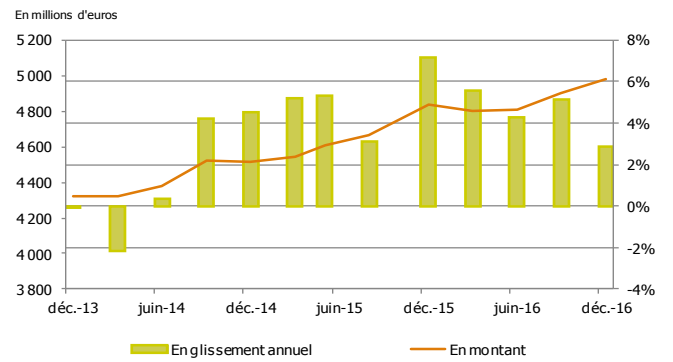
## Répartition des crédits totaux par terme



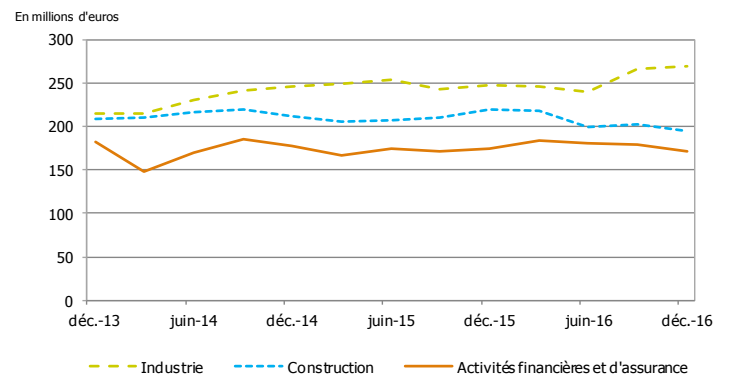
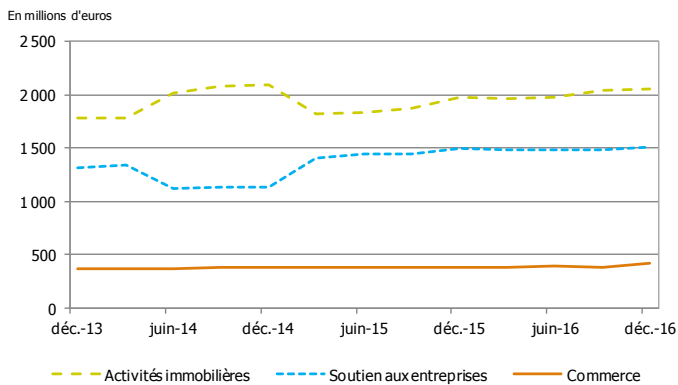
## Évolution des crédits mobilisés



## Évolution des crédits totaux



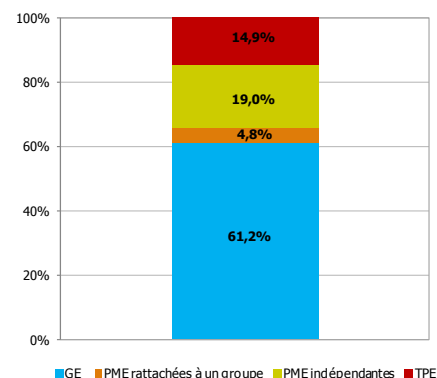
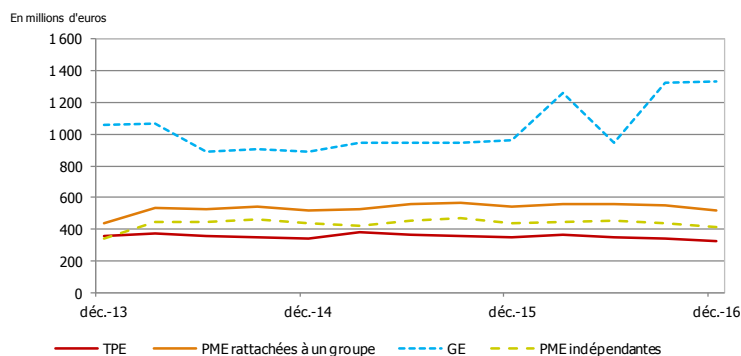
## Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité



## LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

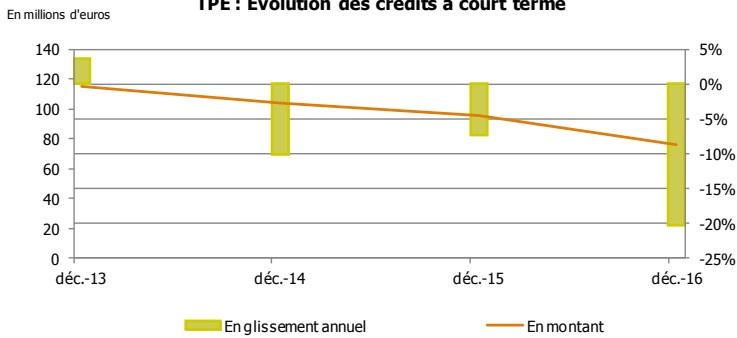
En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 31/12/16	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	Variation annuelle
Crédits CT		34,4	41,4	38,5	49,4	28,2%
Crédits MLT		1 026,4	844,2	920,4	1 281,6	39,2%
Crédit-bail		0,2	0,3	0,1	2,3	ns
Divers		1,4	1,1	1,0	1,0	-5,8%
<b>Total GE</b>	<b>23</b>	<b>1 062,3</b>	<b>887,0</b>	<b>960,1</b>	<b>1 334,2</b>	<b>39,0%</b>
Crédits CT		132,1	134,8	144,7	146,0	0,9%
<i>dont PME indépendantes</i>		<i>88,1</i>	<i>99,3</i>	<i>92,8</i>	<i>99,1</i>	<i>6,7%</i>
Crédits MLT		251,7	338,6	354,1	312,1	-11,9%
<i>dont PME indépendantes</i>		<i>236,3</i>	<i>317,8</i>	<i>323,5</i>	<i>286,7</i>	<i>-11,4%</i>
Crédit-bail		51,2	43,6	46,9	62,1	32,5%
<i>dont PME indépendantes</i>		<i>20,3</i>	<i>22,6</i>	<i>22,9</i>	<i>29,1</i>	<i>26,9%</i>
Divers		0,9	0,3	0,2	0,2	-19,1%
<b>Total PME</b>	<b>550</b>	<b>435,8</b>	<b>517,3</b>	<b>546,0</b>	<b>520,4</b>	<b>-4,7%</b>
<i>dont PME indépendantes</i>	<i>480</i>	<i>344,7</i>	<i>439,8</i>	<i>439,3</i>	<i>414,9</i>	<i>-5,6%</i>
Crédits CT		115,2	103,5	95,9	76,4	-20,3%
Crédits MLT		199,6	190,5	203,5	195,9	-3,7%
Crédit-bail		41,2	45,2	49,6	51,8	4,5%
Divers		4,2	3,0	1,4	0,7	-47,9%
<b>Total TPE</b>	<b>2 864</b>	<b>360,2</b>	<b>342,3</b>	<b>350,3</b>	<b>324,8</b>	<b>-7,3%</b>
<b>Holding et administrations d'entreprises</b>	<b>112</b>	<b>163,1</b>	<b>156,8</b>	<b>165,1</b>	<b>138,6</b>	<b>-16,0%</b>
<b>Activités immobilières</b>	<b>2 514</b>	<b>1 643,7</b>	<b>1 918,1</b>	<b>2 015,0</b>	<b>1 860,2</b>	<b>-7,7%</b>
<b>Divers</b>	<b>949</b>	<b>99,5</b>	<b>145,3</b>	<b>112,9</b>	<b>110,6</b>	<b>-2,1%</b>
<b>TOTAL crédits mobilisés</b>		<b>3 764,8</b>	<b>3 966,9</b>	<b>4 149,3</b>	<b>4 288,9</b>	<b>3,4%</b>
<b>Total crédits CT</b>		<b>410,3</b>	<b>387,4</b>	<b>379,3</b>	<b>345,5</b>	<b>-8,9%</b>
<b>Total crédits MLT</b>		<b>3 137,4</b>	<b>3 364,8</b>	<b>3 572,6</b>	<b>3 709,4</b>	<b>3,8%</b>
<b>Total crédit-bail</b>		<b>198,4</b>	<b>201,6</b>	<b>188,2</b>	<b>227,1</b>	<b>20,7%</b>
<b>Total crédits titrisés</b>		<b>18,7</b>	<b>13,1</b>	<b>9,2</b>	<b>6,9</b>	<b>-24,9%</b>
<b>TOTAL crédits mobilisables</b>		<b>555,8</b>	<b>549,2</b>	<b>691,3</b>	<b>689,1</b>	<b>-0,3%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 012</b>	<b>4 320,5</b>	<b>4 516,1</b>	<b>4 840,6</b>	<b>4 978,0</b>	<b>2,8%</b>

## Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises

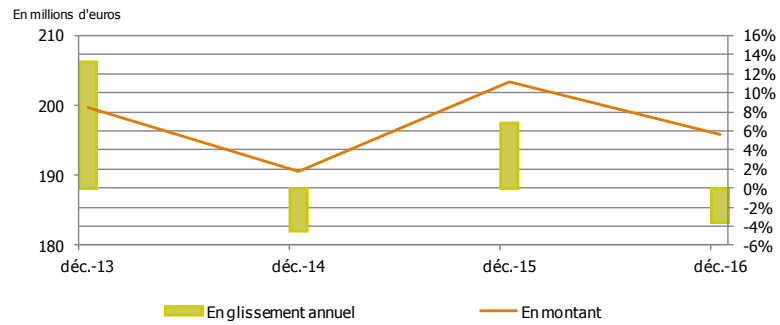


## Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme

**TPE : Évolution des crédits à court terme**

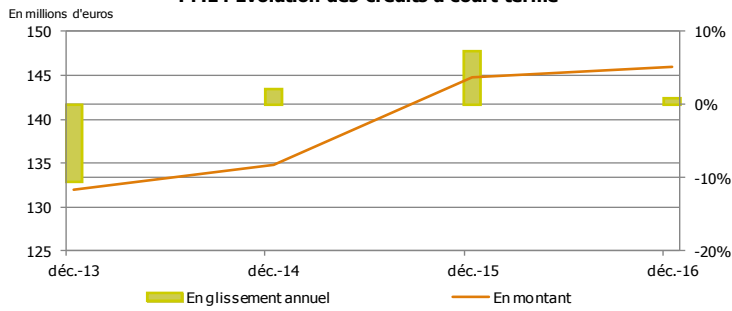


**TPE : Évolution des crédits à moyen et long terme**

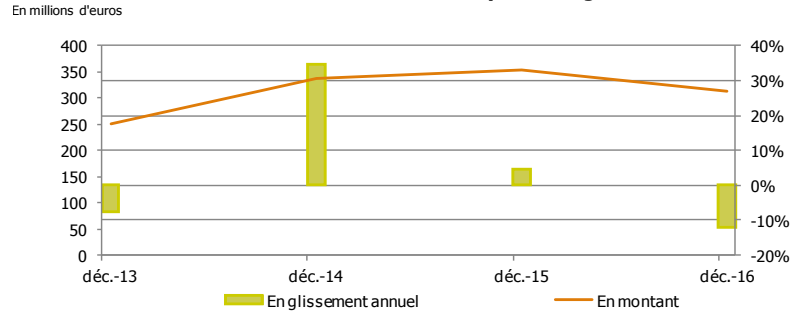


## Évolution des crédits mobilisés des PME par terme

**PME : Évolution des crédits à court terme**

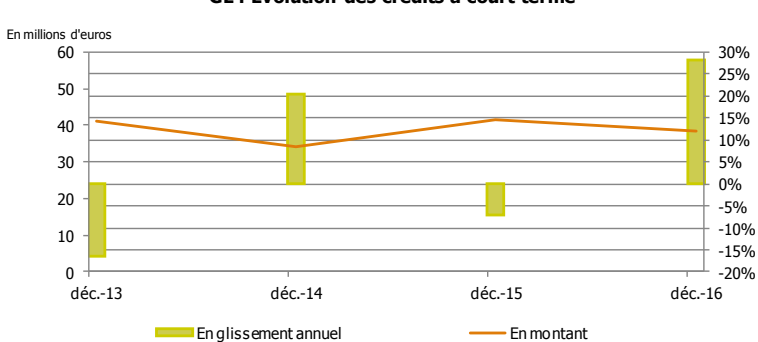


**PME : Évolution des crédits à moyen et long terme**

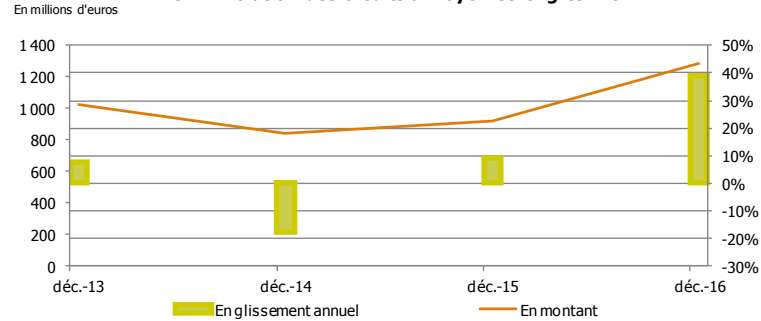


## Évolution des crédits mobilisés des GE par terme

**GE : Évolution des crédits à court terme**



**GE : Évolution des crédits à moyen et long terme**



## PRÉAMBULE

En application des dispositions du règlement n° 86-09 modifié du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF) du 27 février 1986, le Service central des risques de la Banque de France (SCR) est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par établissement quels que soient le guichet ou la nature de déclaration, un seuil fixé par Instruction de la Banque de France. Ce seuil est actuellement fixé à 25 000 euros. Le régime de la centralisation des risques est applicable à tous les établissements de crédit ainsi qu'aux sociétés de financement et aux établissements de crédit spécialisés tels que définis dans le Code monétaire et financier. En tant qu'établissement à statut particulier, la Caisse des dépôts et consignations participe à la centralisation des risques dans les mêmes conditions qu'un établissement de crédit.

## MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au SCR. Les déclarations concernent les concours supérieurs à 25 000 euros accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer (DOM) et les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin (COM), quelle que soit la localisation de l'établissement de crédit qui a octroyé le crédit. Par conséquent, les concours accordés par les banques implantées dans les DOM et les COM précitées à des contreparties métropolitaines (ou étrangères) ne sont pas intégrés. En revanche, les risques portés par les établissements de crédit métropolitains sur des entreprises localisées dans les DOM et les COM précitées y figurent. À noter que depuis la centralisation de mars 2012, les modalités de déclarations des établissements de crédit ont été modifiées. Ce changement introduit une rupture des séries statistiques à compter de cette date, pour l'ensemble des entreprises.

Les déclarations portent sur les **crédits mobilisés** (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les **crédits mobilisables** (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Elles intègrent les créances douteuses brutes, y compris pour la partie concernant les provisions.

Le périmètre retenu concerne les encours accordés aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels, identifiés au travers de la catégorie juridique d'appartenance. Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Dans le cadre de la présente publication, les entreprises sont classées et regroupées par secteur d'activité à partir de leur code NAF (Nomenclature d'activités françaises). Il existe pour chaque secteur d'activité un référentiel permettant d'identifier les codes NAF appartenant au secteur concerné. Si aucune correspondance n'est trouvée entre le code NAF et le secteur d'activité alors la contrepartie est enregistrée dans la rubrique « APE non renseigné ».

Les entreprises sont également classées en plusieurs catégories selon leur taille : Grandes entreprises (GE), Petites et moyennes entreprises (PME) et Très petites entreprises (TPE). Cette classification combine plusieurs critères : le niveau d'activité (soit le chiffre d'affaires hors taxes), représenté par la cote d'activité attribuée dans le cadre de l'exercice de cotation des entreprises par l'IEDOM, l'encours de crédits mobilisés et l'encours de crédits mobilisables. Les critères de répartition des entreprises par catégorie sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année N-1. Ainsi, par exemple, le suivi des crédits de l'exercice 2014 repose sur les critères arrêtés au 31 décembre 2013.

- Les **Grandes entreprises** (GE) : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente (il s'agit des cotes d'activité A, B ou C) ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95<sup>e</sup> centile), ou dont l'encours maximum de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises** (PME) : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente (il s'agit des cotes d'activité D, E, F et G) ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros. Parmi ces PME, on distingue les PME indépendantes et les PME appartenant à un groupe ;
- les **Très petites entreprises** (TPE) : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et que le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Enfin, cette classification par taille d'entreprises isole les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières » en fonction de leur code NAF d'appartenance. À noter que les entreprises du secteur « activités immobilières » correspondent aux entreprises de la section L « activités immobilières » auxquelles sont ajoutées celles de la classe 4110 « promotion immobilière de bâtiments » (sous-catégorie de la section F « Construction »).

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : M.A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : G. GENRE-GRANDPIERRE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Avril 2017